



---

**Commission économique pour l'Afrique**

Bureau pour l'Afrique du Nord

**Comité intergouvernemental d'experts (CIE)**

Trente-troisième réunion

Tunis, 30 octobre -02 novembre 2018

**Note de présentation de la session spéciale sur la Zone  
de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECA)**

**Contexte**

Les Chefs d'États de l'Union Africaine se sont réunis les 20 et 21 Mars 2018, à Kigali, au Rwanda, afin de signer l'accord de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). La ZLECAf vise à réduire les barrières tarifaires et à harmoniser les règles de commerce entre pays signataires ce qui permettra de réduire significativement les coûts de transaction sur les échanges des biens et services. Ceci favorisera l'intégration régionale à travers le développement des activités commerciales au niveau continental.

Les négociations sur la ZLECAf ont débuté en juin 2015, celles-ci se déroulant en deux phases. La première phase traite de l'élaboration des règles commerciales du continent sur le commerce des marchandises et le commerce des services. Quant à la deuxième phase, elle concerne l'établissement des règles en matière d'investissement transfrontière, de droits de la propriété intellectuelle et de politique de la concurrence. Si les négociations relatives à la phase 1 ont abouti (Sommet de Kigali), la phase 2 des négociations sera entamée au cours de l'année pour aboutir à la finalisation de l'ensemble des règles régissant la ZLECA.

Ces dimensions, une fois traitées et appliquées de façon uniforme par les pays nord-africains, devraient aboutir à une réduction des coûts de transaction qui soit favorable à la promotion de chaînes de valeur régionales et à une industrialisation manufacturière pouvant être coordonnées sur plusieurs pays.

La mise en place de la ZLECAf favoriserait une augmentation de plus de 60% des échanges intérieurs du continent (soit plus de 42 milliards de dollars en volume)<sup>1</sup>. Selon les estimations de la CEA, cette augmentation concernerait principalement les produits industriels manufacturés.

L'étude la CEA (2017) portant sur l'industrialisation grâce au commerce en Afrique du Nord, signale que la mise en place de mesures de facilitation des échanges, en plus de la ZLECAf, aurait un impact particulièrement positif sur le commerce intrarégional. Dans le cadre de l'analyse empirique qui a été menée sur la base d'un modèle MIRAGE, les résultats aboutissent notamment à une augmentation des échanges commerciaux intra-nord-africains au moins de 25%, pour ce qui est de certains produits.

---

<sup>1</sup> L'état de l'intégration régionale en Afrique, UNECA, 2016.

En effet, la ZLECAf, à travers le levier de croissance qu'elle porte, pourrait contribuer à l'atténuation des défis de développement auxquels font face les pays d'Afrique du Nord, notamment en ce qui concerne la faiblesse de l'investissement, le manque de connectivité, ou encore des défis liés à la sécurité.

Afin de favoriser un échange d'expériences et d'expertises entre les pays membres et avec des experts confirmés, le Bureau organise une session spéciale portant sur les perspectives de mise en œuvre de la ZLECAf en Afrique du Nord et les opportunités pour une meilleure intégration au sein du continent Africain. La discussion portera sur les opportunités mais également les défis auxquels font face les pays d'Afrique du nord compte tenu de leur situation économique, de leurs priorités de développement et l'adhésion de certains à de nouvelles communautés économiques régionales.

### **Objectif**

L'objectif de la session est de contribuer à l'amélioration des connaissances des pays membres en ce qui concerne le projet d'intégration continentale à travers la provision d'un espace de dialogue et d'échange entre les pays membres.

### **Format**

La session aura une durée d'une heure 15 minutes sous format d'un Panel structuré en deux temps :

1. Interventions d'experts
2. Débat et discussion

### **Participants**

Les représentants des sept (7) pays membres, les experts et observateurs seront invités à prendre part aux travaux de la session, animée par les experts du Bureau et des personnes ressources mobilisées.